

DECRET N° 2013-537/PRES/PM/MEF du 05 juillet 2013 portant création, attributions, composition, organisation et fonctionnement du dispositif institutionnel de pilotage des pôles de croissance. JO N°41 DU 10 OCTOBRE 2013

LE PRESIDENT DU FASO,

PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

VU la Constitution ;

VU le décret n°2012-1038/PRES du 31 décembre 2012 portant nomination du Premier Ministre ;

VU le décret n°2013-002/PRES/PM du 02 janvier 2013 portant composition du Gouvernement ;

VU le décret n°2011-141/PRES/PM/MEF du 24 mars 2011 portant adoption de la stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCADD) ;

VU le décret n°2012-546...../PRES/PM/MEF du 02 juillet 2012..... 2013 portant organisation du Ministère de l'économie et des finances ;

VU le décret n°2013-104/PRES/PM/SGG-CM du 07 mars 2013 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Sur rapport du Ministre de l'Economie et des Finances ;

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 22 mai 2013 ;

DECRETE

-

TITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES

Chapitre 1 : De la création et de la composition du dispositif institutionnel de pilotage des pôles de croissance

Article 1 : Il est créé un dispositif institutionnel de pilotage des pôles de croissance, ci-après désigné « le dispositif institutionnel ».

Article 2 : Au sens du présent décret, un pôle de croissance est une combinaison d'incitations publiques, d'entreprises, de centres de recherche publics ou privés et de centres de formation sur un territoire donné, ou une collectivité territoriale dont l'activité économique constitue un moteur de croissance économique.

Le pôle de croissance permet de structurer l'appareil de production à travers la diversification et la complexification des activités économiques, d'accroître l'offre de produits et de sécuriser la population, du point de vue consommation et le pays en recettes d'exportation.

Article 3 : Le dispositif institutionnel est le mécanisme d'orientation, de coordination et de supervision le développement des pôles de croissance. Il comprend des organes et des instances.

TITRE II : DES ORGANES ET DES INSTANCES DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL

Chapitre 1 : Des organes du dispositif institutionnel

Section 1 : Du Conseil des Ministres

Article 5 : Le Conseil des ministres est l'organe d'élaboration et d'exécution des politiques de développement économique et social. A ce titre, il est chargé :

- de définir les grandes orientations en matière de promotion des pôles de croissance ;
- d'approuver les résultats des travaux du Comité national de pilotage des pôles de croissance (CNPPC).

Section 2 : Du Comité National de pilotage des pôles de croissance

Article 6 : Le Comité national de pilotage des pôles de croissance a pour missions de coordonner et de superviser la mise en œuvre des pôles de croissance conformément aux priorités fixées par le Gouvernement. A ce titre, il est chargé :

- d'éclairer le Gouvernement dans la prise de décisions pour la promotion des pôles de croissance ;
- de définir les pôles de croissance à créer au Burkina Faso ;

- de définir les dispositifs institutionnels à mettre en place au niveau de chaque pôle de croissance ;
- de donner les directives nécessaires aux différents acteurs, notamment le secrétariat technique et les groupes de travail intersectoriels, pour la conduite efficace des actions qui leur incombent ;
- de suggérer donner aux différents comités de pilotage des pôles de croissance en exécution des orientations ou réorientations des moyens à mettre en œuvre afin d'atteindre les objectifs prévus au niveau national ;
- d'assurer la cohérence entre les objectifs des pôles de croissance et ceux de la politique économique nationale ;
- d'analyser périodiquement les résultats atteints par les pôles de croissance et de proposer des solutions aux éventuelles difficultés rencontrées ;
- d'adopter le plan d'actions prioritaires et du programme de travail annuel ou pluriannuel du dispositif institutionnel et le budget de sa mise en œuvre en fonction des priorités définies ;
- de décider de la réalisation des études à caractère général ou spécifique nécessaires à l'approfondissement des éléments de mise en œuvre de l'approche pôles de croissance retenue par le Burkina Faso ;
- de veiller à l'atteinte des objectifs de la SCADD en matière de promotion des pôles de croissance ;
- donner des orientations pour l'élaboration et la mise en œuvre de la politique nationale de promotion des pôles de croissance ;
- d'apprécier les rapports de mise en œuvre de la politique nationale de promotion des pôles de croissance.

Article 7 : Le Comité national de pilotage des pôles de croissance (CNPPC) est composé ainsi qu'il suit :

Président : le Premier Ministre ;

Vice-président : le Ministre de l'économie et des finances ;

Rapporteur : le Secrétariat Technique du Comité National de Pilotage des Pôles de Croissance.

Membres :

- le Ministre chargé de l'agriculture et de la sécurité alimentaire ;
- le Ministre chargé des ressources animales et halieutiques ;
- le Ministre chargé de l'eau et des aménagements hydrauliques et de l'assainissement ;
- le Ministre chargé des mines et de l'énergie ;

- le Ministre chargé de l'industrie, du commerce, et de l'artisanat ;
- le Ministre chargé de l'administration territoriale et de la sécurité ;
- le Ministre chargé de l'environnement et du développement durable ;
- le Ministre chargé de la culture et du tourisme ;
- le Ministre chargé de la communication ;
- le Ministre chargé de la recherche scientifique et de l'innovation ;
- le Ministre chargé de la jeunesse, de la formation professionnelle et de l'emploi ;
- le Ministre chargé des infrastructures, du désenclavement et des transports ;
- la Ministre chargé de l'habitat et de l'urbanisme ;
- le Ministre chargé du développement de l'économie numérique et des postes ;
- le Ministre chargé de l'aménagement du territoire et de la décentralisation ;
- un représentant de la Présidence du Faso ;
- un représentant du Premier Ministère ;
- le Président de la Chambre de Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat du Burkina Faso ;
- le Secrétaire Permanent du Conseil Présidentiel pour l'Investissement ;
- le Directeur Général du Centre National de Recherche Scientifique et Technologique
- le Directeur de l'UFR-SEG de l'Université Ouaga 2 ;
- le Directeur exécutif du Centre d'Analyse des Politiques Economiques et Sociales (CAPES) ;
- le Directeur Général de l'institut international 2iE ;
- le Président de la Chambre des Mines du Burkina ;
- les treize (13) gouverneurs des régions ;
- le Président de la Chambre de Commerce, de l'Industrie du Burkina Faso ;
- le Président de la Chambre de métiers et d'artisanat ;
- le Président de la Confédération paysanne du Faso ;
- le Président du Conseil d'Administration de la Maison de l'Entreprise du Burkina Faso ;
- le Président de l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements financiers du Burkina Faso ;
- le Président de l'Association des Régions du Burkina Faso ;

- le Président de l'Association des Municipalités du Burkina Faso ;
- trois (03) représentants des Organisations de la société civile ;
- deux (2) trois (03) représentants représentants des partenaires techniques et financiers ;
- les treize (13) gouverneurs des régions.

Observateurs :

- un (01) représentant de l'Autorité du Bassin des Voltas ;
- un (01) représentant de l'Autorité du Bassin du Niger ;
- les présidents des comités de pilotage des pôles de croissance en exécution assistés des coordonnateurs ou des directeurs Généraux des différents pôles ;
- les présidents des groupes de travail intersectoriels.

-

Article 8 : Le président convoque et dirige les sessions du Comité national de pilotage des pôles de croissance. En cas d'empêchement, il délègue ses pouvoirs au Vice-président.

Section 3 : Du Secrétariat Technique du Comité National de Pilotage des Pôles de Croissance (ST-CNPPC)

-

Article 9 : Le Secrétariat technique du CNPPC est l'organe administratif et technique du dispositif institutionnel. Il coordonne l'animation du dispositif institutionnel.

Article 10 : Le Secrétariat technique du CNPPC est rattaché au Ministère de l'Economie et des Finances.

Article 11 : Le Secrétariat technique du Comité National de Pilotage des Pôles de Croissance a pour missions, d'une part, l'organisation et le suivi-évaluation du dispositif institutionnel de pilotage des pôles de croissance et, d'autre part, la coordination de l'ensemble des activités concourant au développement des pôles de croissance au Burkina Faso. A ce titre, il est chargé :

- d'assurer le secrétariat du CNPPC, notamment la préparation des dossiers des sessions du CNPPC et l'élaboration des différents comptes rendus et rapports ;
- de suivre la mise en œuvre des orientations et des instructions du CNPPC ;
- d'élaborer les projets de plan d'actions prioritaires et de programme de travail annuel du dispositif institutionnel et suivre sa mise en œuvre ;
- élaborer les projets de rapports périodiques sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du programme de travail à soumettre au Ministre de l'économie et des finances CNPPC ;
- préparer et suivre les activités de renforcement des capacités des acteurs du dispositif institutionnel ;
- de coordonner les groupes de travail intersectoriels ;
- de coordonner les différentes études et les travaux de prospection et de création de pôles de croissance ;
- de coordonner l'analyse technique des rapports d'études ;
- de suivre les résultats atteints par les pôles de croissance dans l'exécution de leurs missions ;
- de coordonner la formulation des politiques et stratégies de promotion des pôles de croissance et le suivi de leur mise en œuvre ;
- de veiller au respect du chronogramme d'exécution des actions programmées.

Article 12 : Un arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances précisera l'organisation et le fonctionnement du ST-CNPPC.

Section 4 : Des Groupes de Travail Intersectoriels (GTI)

-

Article 13 : Quatre (04) Le Comité national de pilotage des pôles de croissance (CNPPC) peut mettre en place des Groupes de travail intersectoriels (GTI) sont constitués qui auront pour mission en vue d'animer le dispositif institutionnel en menant des réflexions spécifiques sur différentes composantes ou variantes des pôles de croissance.

Il s'agit :

- du GTI « grappes d'entreprises » présidé par le Directeur général de la Maison de l'Entreprise du Burkina Faso ;
- du GTI « zones économiques spéciales » présidé par le Secrétaire général du Ministère en charge du Commerce ;
- du GTI « niches » présidé par le Secrétaire général du Ministère en charge de l'Agriculture ;
- du GTI « pôles économiques » présidé par le Secrétaire général du Ministère en charge de l'Economie.

- Toutefois, le nombre de groupes de travail intersectoriels peut évoluer sur proposition du CNPPC.

Article 14 : Les groupes de travail intersectoriels participent à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi du plan d'actions prioritaires et du programme de travail annuel ou pluriannuel du dispositif institutionnel.

Article 15 : En cas de nécessité, les présidents des GTI peuvent adresser leurs suggestions au Vice-président du CNPPC qui rend compte au Président du CNPPC.

Article 16 : Chaque groupe de travail intersectoriel dispose d'un secrétariat composé de quatre (04) personnes dont deux représentants du ST-CNPPC.

Article 17 : Le nombre de membres de chaque GTI ne peut excéder quinze (15) personnes.

Article 18 : Un arrêté interministériel viendra préciser les attributions spécifiques, la composition, l'organisation et le fonctionnement de chaques GTI.

Section 5 : Des Pôles de Croissance en Exécution (PCE)

-

Article 19 : Les pôles de croissance en exécution sont les pôles officiellement entrés en vigueur.

Article 20 : Les comités de pilotage respectifs et les structures de mise en œuvre des pôles de croissance en exécution participent à l'animation du dispositif institutionnel de pilotage des pôles de croissance. A ce titre, les structures de mise en œuvre travaillent en étroite collaboration avec le ST-CNPPC pour la préparation des sessions du CNPPC et le suivi de la mise en œuvre des conclusions qui en sortent.

Chapitre 2 : Des instances du dispositif institutionnel

Article 21 : Le dispositif institutionnel comprend une seule instance constituée par les sessions du CNPPC.

-

Article 22 : Le Comité national de pilotage des pôles de croissance (CNPPC) se réunit deux fois par an en sessions ordinaires, en raison d'une session par semestre.

Article 23 : Les sessions du CNPPC sont précédées par des travaux techniques préparatoires et des concertations de pré-validation.

Article 24 : Les travaux techniques préparatoires des sessions du CNPPC sont conduits par le Secrétariat technique du Comité National de Pilotage des Pôles de Croissance et précèdent les concertations de pré-validation.

-

Article 25 : Les concertations de pré-validation regroupent sous la présidence du Vice-président du CNPPC les présidents des GTI dans le but d'apprécier les documents produits par le ST-CNPPC.

Article 26 : Le Secrétariat technique du Comité National de Pilotage des Pôles de Croissance (ST-CNPPC) assure le secrétariat des concertations de pré-validation.

TITRE III : DES DISPOSITIONS FINALES

Article 27 : Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires notamment le décret n°2011-003/PRES/PM/MEF du 14 janvier 2011 portant création, attributions, composition et fonctionnement du Comité national de pilotage des pôles de croissance.

Article 28 : Le Ministre de l'Economie et des Finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Ouagadougou, le 05 juillet 2013

Blaise COMPAORE

Le Premier Ministre,

Beyon Luc Adolphe TIAO

Le Ministre de l'Economie

et des Finances

Lucien Marie Noël BEMBAMBA

PROJET DE DISPOSITIF INSTITUTIONNEL DE PILOTAGE ET DE PROMOTION DES POLES DE CROISSANCE

AU BURKINA FASO

NOTE DE PRESENTATION

AVRIL 2013

SIGLES ET ABREVIATIONS

CNPPC:	Comité National de Pilotage des Pôles de Croissance
DGAT-AD:	Direction Générale de l'Aménagement et de l'Appui à la Décentralisation
DPCE:	Direction des Pôles de Croissance Economique
GT:	Groupes de Travail
GTI:	Groupe de Travail Intersectoriels

MEF :	Ministère de l'Economie et des Finances
PCE:	Pôles de Croissance en Exécution
SCADD:	Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable
ST-CNPPC:	Secrétariat Technique du Comité National de Pilotage des Pôles de Croissance

INTRODUCTION

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'approche pôle de croissance prévue dans l'axe 1 de la SCADD intitulé « le développement des piliers de la croissance accélérée », le Gouvernement a créé par décret n°2011-003/PRES/PM/MEF du 14 janvier 2011 un Comité National de Pilotage des Pôles de Croissance (CNPPC) doté d'un Secrétariat Technique (ST-CNPPC) assuré par le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF).

Outre le CNPPC et le ST-CNPPC, le dispositif institutionnel comprend quatre (04) Groupes de Travail (GT) dont la mise en place a été décidée lors de la première session du CNPPC tenue le 29 mars 2011. Ce sont : le GT « grappes d'entreprises » piloté par la Maison de l'Entreprise du Burkina Faso (MEBF), le GT « niches » présidé par le Ministère en charge de l'Agriculture, le GT « zones économiques spéciales » présidé par le Ministère en charge du Commerce, et le GT « pôles économiques » présidé par le Ministère en charge de l'Economie.

Après la tenue de sa première session en 2011, les difficultés liées à la crise sociale de 2011 ont engendré un flottement dans le fonctionnement du comité. Ce flottement est également en partie dû à l'inadéquation de la structure actuelle du dispositif qui est relativement lourd. Aussi, est-il nécessaire de revoir ce dispositif pour le dynamiser afin qu'il prenne effectivement en main le développement des pôles de croissance.

La présente note est élaborée à cet effet. Elle s'articule autour des points suivants : (i) bilan du fonctionnement du dispositif actuel de pilotage des pôles de croissance ; (ii) proposition d'un nouveau dispositif de pilotage des pôles de croissance.

I- BILAN DU FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF ACTUEL DE PILOTAGE DES POLES DE CROISSANCE

Le bilan du fonctionnement du dispositif actuel est apprécié à travers les points suivants : (i) la tenue des sessions du CNPPC ; (ii) l'opérationnalisation du ST-CNPPC ; (iii) l'organisation et le fonctionnement des GT ; (iv) les articulations entre les composantes du dispositif institutionnel.

1.1. Tenue des sessions du Comité National de Pilotage des Pôles de Croissance

Aux termes des dispositions du décret n°2011-003/PRES/PM/MEF du 14 janvier 2011, le CNPPC a pour missions de : (i) définir les pôles de croissance à créer au Burkina Faso ; (ii) définir les grandes orientations des pôles de croissance au Burkina Faso ; (iii) définir les dispositifs institutionnels à mettre en place au niveau de chaque pôle de croissance ; (iv) superviser les activités des pôles de croissance et d'en assurer la cohérence entre les objectifs des pôles de croissance et ceux de la politique économique nationale.

Le même décret dispose en son article 06 que le Comité National de Pilotage des Pôles de Croissance (CNPPC) se réunit deux fois par an en session ordinaire et chaque fois que de besoin en session extraordinaire.

Après la tenue de sa première session en mars 2011, le CNPPC ne s'est plus réuni pour plusieurs raisons : (i) la crise sociale nationale vécue en 2011 a affecté négativement le fonctionnement des administrations et partant l'exécution des activités dans presque tous les secteurs. Cette crise dont la gestion s'est poursuivie en 2012 a mobilisé l'ensemble du Gouvernement empêchant la tenue d'une session; (ii) les délais de mise en place et d'organisation des groupes de travail du CNPPC ; (iii) la nécessité d'accorder la priorité à la mise en place du projet Pôle de croissance de Bagré dont les enseignements devraient permettre au Gouvernement et au CNPPC de mieux gérer les projets à venir ; (iv) la réorganisation institutionnelle du MEF qui a consacré aussi le recadrage du ST-CNPPC.

1.2. Opérationnalisation du Secrétariat Technique du CNPPC

En application du décret n°2011-003/PRES/PM/MEF du 14 janvier 2011, le CNPPC a été doté d'un Secrétariat Technique (ST-CNPPC) par arrêté N°2011-12/MEF/SG/DGCOOP du 01 avril 2011, complété par l'arrêté N°2011-342/MEF/CAB du 06 octobre 2011 portant organisation et fonctionnement du ST-CNPPC.

Le ST-CNPPC est chargé de gérer les activités concourant à la mise en place des pôles de croissance au

Burkina Faso.

Précédemment rattaché au Cabinet du Ministre de l'Economie et des Finances, Vice-président du CNPPC, le ST-CNPPC a pu assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations de la première session du CNPPC tenue le 29 mars 2011. A la faveur de la réorganisation du Ministère de l'Economie et des Finances à travers le décret n°2012-546/PRES/PM/MEF du 02 juillet 2012, il a été recadré et est désormais assuré par la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire et de l'Appui à la Décentralisation à travers la Direction des Pôles de Croissance Economique (DPCE).

1.3. Organisation et fonctionnement des Groupes de Travail

Les GT ont été institués en vue de mener des réflexions spécifiques sur les différentes composantes ou formes d'organisation de la production économique sur le territoire (pôles économiques, niches, zones économiques spéciales, grappes d'entreprises).

D'une manière générale, le diagnostic de l'organisation et du fonctionnement des différents groupes de travail révèle plusieurs points communs.

Pour les acquis, on peut noter entre autres : (i) la constitution des quatre GT ; (ii) l'élaboration de projet de TDR et d'activités assorties de quelques coûts ; (iii) la proposition de textes (projets d'arrêtés) pour régir le fonctionnement des GT.

Au titre des difficultés ou insuffisances, il est à relever entre autres : (i) l'absence de cadre juridique et réglementaire relatif aux GT, (ii) l'absence d'articulations entre les différents GT et leurs activités ; (iii) le nombre pléthorique de membres au niveau de la plupart des GT ; (iv) le manque de visibilité sur les ressources financières mobilisables.

1.4. Articulations entre les organes et instances

En dépit d'un début d'opérationnalisation, l'efficacité du dispositif institutionnel a été entravée par le manque d'articulations entre ses composantes ou organes (CNPPC, ST-CNPPC, GT) y compris les pôles de croissance en exécution (Bagrêpôle) en raison de la non formalisation des liens opérationnels essentiels à l'animation et à la coordination du développement des pôles de croissance.

De ce qui précède, un nouveau dispositif de pilotage des piliers de la croissance accélérée s'avère nécessaire.

II- PROPOSITION D'UN NOUVEAU DISPOSITIF DE PILOTAGE DES POLES DE CROISSANCE

L'esprit du nouveau dispositif de pilotage des pôles de croissance repose sur des fondements et principes directeurs permettant d'orienter de manière efficace les actions à mettre en œuvre. En outre, ce dispositif définit et articule les différents organes de pilotage des pôles de croissance.

2.1. Fondements et principes directeurs

Les fondements et principes directeurs visent l'atteinte des objectifs de la SCADD en matière de promotion des pôles de croissance.

2.1.1. Fondements

Le nouveau dispositif de pilotage et de promotion des pôles de croissance tire ses fondements de la stratégie d'opérationnalisation et de la stratégie de suivi et d'évaluation de la SCADD avec pour souci la participation de l'ensemble des acteurs clés, la recherche de la performance et la consolidation des systèmes de suivi et d'évaluation existants.

La promotion des pôles de croissance étant une option de politique économique du Gouvernement à travers la SCADD, le dispositif institutionnel de pilotage des pôles de croissance sera arrimé à celui de la SCADD qui se veut plus global.

2.1.2. Principes directeurs

Partant des fondements ci-dessus, le nouveau dispositif de pilotage et de promotion des pôles de croissance sera guidé par les principes ci-après : le leadership, l'unicité de pilotage et la participation.

Le leadership : La promotion des pôles de croissance au Burkina Faso est impulsée par le gouvernement

qui se doit d'assurer un leadership sur les décisions à prendre. Pour ce faire, le gouvernement assure la formulation et la coordination de la mise en œuvre des politiques et stratégies de promotion des pôles de croissance.

L'unicité de pilotage : Le pilotage des pôles de croissance est assuré par une instance unique qui est le CNPPC chargé d'orienter et de coordonner la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du pilotage des pôles de croissance. Cette unicité permettra de garantir la vision globale et intégrée du développement des pôles de croissance en cohérence avec la politique économique nationale.

La participation : elle traduit le caractère inclusif du dispositif qui exige que tous les acteurs clés soient associés au processus.

2.2. Organes du dispositif institutionnel de pilotage des pôles de croissance

Le dispositif institutionnel est le mécanisme de coordination et de supervision de la promotion des pôles de croissance au Burkina Faso. Au regard des principes directeurs qui sous-tendent la révision du dispositif institutionnel de pilotage des pôles de croissance, le nouveau dispositif comprend :

- le Conseil des Ministres ;
- le Comité National de Pilotage des Pôles de Croissance (CNPPC) ;
- le Secrétariat Technique du Comité National de Pilotage des Pôles de Croissance (ST-CNPPC) ;
- les Groupes de Travail Intersectoriels (GTI) ;
- les Pôles de Croissance en Exécution (PCE).

Chaque organe du dispositif institutionnel a un rôle déterminant dans le cadre de l'animation et de la coordination du développement des pôles de croissance.

2.2.1. Conseil des Ministres

Il définit les grandes orientations pour la promotion des pôles de croissance et approuve les résultats des travaux du CNPPC.

2.2.2. Comité National de Pilotage des Pôles de Croissance

Placé sous la présidence du Premier Ministre, le CNPPC a pour missions d'orienter et de coordonner le développement des pôles de croissance au Burkina Faso. Ses missions consistent à : (i) éclairer le Gouvernement dans la prise de décisions pour la promotion des pôles de croissance ; (ii) définir les pôles de croissance à créer au Burkina Faso ; (iii) définir les dispositifs institutionnels à mettre en place au niveau de chaque pôle de croissance ; (iv) superviser les activités des pôles de croissance et d'en assurer la cohérence entre les objectifs des pôles de croissance et ceux de la politique économique nationale ; (v) apprécier la mise en œuvre de la politique nationale de promotion des pôles de croissance.

Le CNPPC est composé de l'ensemble des acteurs clés intervenant dans la promotion des pôles de croissance que sont l'Etat (le gouvernement et les collectivités territoriales), le secteur privé, les partenaires techniques et financiers. Il est assisté dans ses missions par le Secrétariat Technique du Comité National de Pilotage des Pôles de Croissance (ST-CNPPC)

2.2.3. Secrétariat Technique du Comité National de Pilotage des Pôles de Croissance

Le ST-CNPPC est l'organe administratif et technique du dispositif institutionnel de pilotage des pôles de croissance. A ce titre, il est chargé d'une part, de l'organisation et du suivi-évaluation du dispositif institutionnel de pilotage des pôles de croissance et, d'autre part, de la coordination de l'ensemble des activités concourant au développement des pôles de croissance au Burkina Faso.

Placé sous la responsabilité du Ministère de l'Economie et des Finances qui assure « la formulation et la coordination de la mise en œuvre des politiques et stratégies de promotion des pôles de croissance et de compétitivité »^[1], le ST-CNPPC assure le secrétariat du CNPPC, coordonne les groupes de travail intersectoriels (GTI), conduit les travaux de prospection et de création de pôles de croissance et suit les résultats atteints par les pôles de croissance dans l'exécution de leurs missions.

2.2.4. Groupes de Travail Intersectoriels

Les groupes de travail intersectoriels sont constitués en vue de mener des réflexions spécifiques sur les différentes composantes des pôles de croissance retenues par le CNPPC. A cet effet, ils doivent mobiliser l'expertise de chaque ministère ou secteur dans leur domaine de compétence. Au stade actuel, les quatre groupes sont ceux mentionnés dans l'introduction de la présente note. Au regard, d'une part, du caractère technique de l'action des GTI et, d'autre part, du fait que les ministres sont membres du CNPPC, la présidence des groupes sera assurée par les Secrétaires Généraux des ministères concernés et le Directeur général de la MEBF pour le cas du GTI « grappes d'entreprises ».

La composition du groupe est faite en tenant compte du domaine de compétences des acteurs concernés par la composante de pôles et des critères d'efficience indispensables à un meilleur accomplissement de sa mission.

Le groupe de travail dispose d'un secrétariat composé de quatre (4) personnes comprenant deux représentants du ST-CNPPC. Le secrétariat est chargé, en relation avec le ST-CNPPC, de préparer les dossiers à examiner par le GTI et d'assurer le rapportage des travaux.

2.2.5. Pôles de Croissance en Exécution

Les comités de pilotage respectifs et les structures de mise en œuvre des pôles de croissance en exécution participent à l'animation du dispositif institutionnel de pilotage des pôles de croissance. A ce titre, les structures de mise en œuvre des PCE travaillent en étroite collaboration avec le ST-CNPPC.

2.3. Principales articulations entre les composantes opérationnelles impliquées dans la promotion des pôles de croissance

Les articulations du nouveau dispositif institutionnel de pilotage et de promotion des pôles de croissance découlent des principes directeurs, du cadre organisationnel et des attributions des différents organes. Elles visent à assurer les cohérences nécessaires aux niveaux interne et externe.

2.3.1. Articulations internes

Le principe général est que les orientations du Gouvernement traduites en actions par le CNPPC soient mises en œuvre par les organes d'exécution et les structures de mise en œuvre et de suivi conformément à leurs attributions respectives.

ST-CNPPC, secrétariats des GTI, PCE

Le ST-CNPPC coordonne les secrétariats des GTI dans la programmation, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des activités du dispositif institutionnel de pilotage et de promotion des pôles de croissance. Cela permet de garantir, à travers des concertations permanentes au niveau opérationnel, la vision globale et

intégrée des actions grâce, d'une part, au renforcement de la synergie entre les GTI et, d'autre part, à une meilleure préparation des sessions du CNPPC et le suivi efficace des recommandations.

Dans le même sens, le ST-CNPPC suit les progrès réalisés par les PCE et rend compte au CNPPC. Pour ce faire, des réunions périodiques seront organisées entre les deux niveaux en vue de faciliter le suivi des pôles de croissance.

GTI, CNPPC

Des concertations périodiques sont établies entre les GTI sous la présidence du Vice-président du CNPPC ou son représentant. En temps ordinaire, ces rencontres précèdent les revues du CNPPC et sont dédiées à la validation préliminaire des documents soumis aux sessions du CNPPC. Ces concertations offrent également aux GTI un cadre d'échange sur les préoccupations ou réflexions à soumettre au CNPPC.

2.3.2. Articulations externes

Au niveau externe, les articulations concernent les liens fonctionnels entre le dispositif de pilotage et de promotion des pôles de croissance et le suivi de la SCADD, d'une part, et les dispositifs de suivi, d'autre part, des instruments et outils de planification (politiques sectorielles, stratégies ministérielles, plans de développement, plans stratégiques, plans et programmes d'actions, etc.) des entités composant le CNPPC.

Pour le premier cas, il est suggéré que les travaux et résultats du dispositif de pilotage et de promotion des pôles de croissance alimentent le suivi et l'évaluation de la SCADD et du Programme Présidentiel. Pour cela, il s'agira de faire en sorte que les revues du CNPPC précèdent celles de la SCADD. Ce qui implique une relation normale de travail entre le ST-CNPPC et le STN-SCADD.

Dans le second cas, des liens similaires sont à établir. Au niveau des GTI, le secrétariat doit comporter un représentant de la DEP du ministère ou de la structure chargée du suivi-évaluation de l'organisation/association du secteur privé assurant la présidence du groupe. Cette configuration permet d'établir les liens fonctionnels ou de collaborations entre les différents niveaux de suivi.

CONCLUSION

L'approche pôles de croissance est au cœur des piliers de la croissance accélérée. Sa mise en œuvre nécessite un cadre institutionnel approprié. Ce dernier vise à assurer de manière efficiente la coordination, la formulation et le suivi-évaluation des politiques, stratégies et activités concourant à la mise en place et au développement des pôles de croissance au Burkina Faso.

Le cadre institutionnel ainsi proposé répond à cet objectif de pilotage des pôles de croissance. Il prend en compte les acquis et insuffisances de l'ancien dispositif et s'inscrit dans une vision globale et intégrée ; toute chose qui garantira son efficacité. Sa formalisation par un décret permettra de passer à son opérationnalisation.

ANNEXE : SCHEMA DU DISPOSITIF DE PILOTAGE

DECRETE

-

-

CHAPITRE I : CREATION ET ATTRIBUTIONS

-

ARTICLE 1 : Il est créé un Comité de Pilotage du processus d'implantation du Budget Programme de l'État (CP/BPE), ci- après désigné « le Comité de pilotage ».

Le comité de pilotage est rattaché au Ministère de l'économie et des finances.

ARTICLE 2 : Le Comité de pilotage est un organe d'orientation et de pilotage qui a pour missions essentielles de :

- donner des orientations pour l'élaboration de la stratégie d'implantation du Budget Programme ;
- adopter le plan d'actions et le budget de sa mise en œuvre ;
- superviser le processus de mise en œuvre du budget programme ;
- veiller au respect du chronogramme d'exécution des actions programmées ;
- analyser le niveau d'exécution des actions et proposer des solutions aux éventuelles difficultés rencontrées.

CHAPITRE II : COMPOSITION

-

ARTICLE 3 : Le Comité de pilotage est composé comme suit :

- le Ministre délégué chargé du budget, Président ;
- un Conseiller technique du Ministre délégué chargé du budget, Vice-président ;
- le secrétaire permanent pour le budget programme de l'Etat ; rapporteur
- un membre du Secrétariat permanent pour le budget programme de l'Etat ; rapporteur adjoint ;
- le représentant du Premier Ministère ;
- le Secrétaire permanent pour le suivi des politiques et programmes financiers ;
- l'Inspecteur général des finances ;

- le Directeur général de l'économie et de la planification ;
- le Directeur général du budget ;
- le Directeur général des marchés publics ;
- le Directeur général du patrimoine de l'Etat ;
- le Directeur général de l'aménagement du territoire ;
- le Directeur général des impôts ;
- le Directeur général des douanes ;
- le Directeur général de la coopération ;
- le Directeur général du trésor et de la comptabilité publique ;
- le Directeur général du contrôle financier ;
- le Directeur général des services informatiques ;
- le Directeur général de l'Ecole nationale des régies financières (ENAREF) ;
- le représentant du Secrétaire général du Ministère de l'économie et des finances (MEF) ;
- le Directeur général de la modernisation de l'Etat (Ministère de la fonction publique et de la réforme de l'Etat) ;
- un représentant des Ministères de la santé, du MEBA, du MAHRH, le MATD et du MID.
-

ARTICLE 4 : Le Comité de pilotage peut convier à ses sessions toute personne ressource dont les compétences sont jugées utiles pour la conduite des travaux.

ARTICLE 5: Le Comité de pilotage dispose d'un secrétariat technique dénommé « Secrétariat permanent pour le budget programme de l'Etat (SP/BP) ».

ARTICLE 6 : Le SP/BP est une structure de mission, rattachée au cabinet du Ministre délégué chargé du budget, qui assiste le Comité de pilotage dans le processus d'implantation du budget programme de l'Etat.

Il est chargé de gérer les activités concourant à la réalisation de la réforme budgétaire et particulièrement en son volet budget programme de l'Etat.

A ce titre, il reçoit les attributions suivantes :

- l'élaboration du projet de plan d'actions pour la mise en œuvre du budget programme et le suivi de son exécution ;
- l'élaboration du projet de budget des activités du plan d'actions et en assurer l'exécution ;
- l'ordonnancement des dépenses relatives à la mise en œuvre des activités du Secrétariat permanent et du comité de pilotage ;
- le suivi de la mise en œuvre des recommandations des sessions du comité de pilotage et de celles émanant des différentes missions et revues du système de gestion des finances publiques ;
- l'élaboration de projets de rapports périodiques sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du plan d'actions à soumettre au Ministre de l'économie et des finances ;
- la préparation et le suivi des activités de renforcement des capacités des ministères et institutions ainsi que des autres acteurs extérieurs dans le domaine du budget programme ;
- le suivi et l'accompagnement des cellules ministérielles d'implantation du budget programme ;
- l'organisation des réunions du Comité de pilotage et en assurer le secrétariat des travaux ;
- l'élaboration du projet de budget du Comité de pilotage.

ARTICLE 7 : Le Secrétariat permanent pour le budget programme est régi par le décret N°2007/776/PRES/PM/MEF du 22 Novembre 2007 portant organisation et fonctionnement des projets et programmes de développement de catégorie A.

ARTICLE 8 : Le Secrétariat permanent et les autres membres du Secrétariat permanent pour le budget programme de l'Etat sont nommés en Conseil des ministres sur proposition du Ministre de l'économie et des finances.

ARTICLE 9 : Il est mis en place dans les institutions et départements ministériels des cellules relais du Secrétariat permanent dénommées «Cellule Ministérielle du Budget Programme CEM/BP».

ARTICLE 10 : La coordination des activités de ces cellules est assurée par le premier responsable de l'institution ou du département ministériel.

ARTICLE 11 : La composition, les attributions et le fonctionnement des Cellules Ministérielles du Budget Programme (CEM/BP) seront précisées par des arrêtés ministériels pris à cet effet.

CHAPITRE III : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

ARTICLE 12 : Le Comité de pilotage se réunit en session ordinaire une fois tous les deux (02) mois et en session extraordinaire chaque fois que de besoin sur convocation de son Président. Il délibère valablement lorsque la moitié des membres sont présents. En cas d'empêchement, la session est présidée par le Vice-président.

ARTICLE 13 : Les décisions du Comité de pilotage sont arrêtées de façon consensuelle et en cas de vote à la majorité simple des membres présents. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

-

ARTICLE 14 : Les travaux donnent lieu à l'établissement de comptes rendus ventilés à tous les membres dans les sept (07) jours suivant la tenue de la session qui disposent de trois jours pour communiquer leurs observations, commentaires et suggestions.

ARTICLE 15 : Le comité de pilotage rend compte périodiquement de l'état d'avancement du processus à travers des rapports trimestriels et annuels adressés au ministre de l'économie et des finances. Lesdits rapports sont soumis au conseil des ministres.

ARTICLE 16 : Les activités du Comité de pilotage et le fonctionnement de la Cellule d'implantation du budget programme de l'État sont financés par le budget de l'Etat et par les contributions éventuelles des Partenaires Techniques et Financiers soutenant les réformes des finances publiques.

-

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 17 : La mission du comité de pilotage prend fin, un an après l'adoption du budget-programme de l'État.

ARTICLE 18: Des textes viendront compléter ou préciser certaines dispositions du présent décret.

ARTICLE 19 : Le présent décret abroge toutes dispositions contraires notamment celles de l'arrêté N° 2009 – 477/MEF/CAB du portant création, attributions, composition, organisation et fonctionnement d'un Comité de pilotage pour le processus d'implantation du Budget Programme de l'Etat (CP/BP) du 29

décembre 2009 et l'arrêté N° 2009 – 484/MEF/CAB du portant création, attributions, composition, organisation et fonctionnement d'une Cellule d'Implantation du Budget Programme de l'Etat (CIBPE) du 29 décembre 2009.

ARTICLE 20 : Les ministres et présidents d'institution sont chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de sa date de signature et sera publié au Journal Officiel du Faso.

[\[1\]](#)Décret n°2013-104/PRES/PM/SGGCM du 07 mars 2013 portant attributions des membres du Gouvernement.